



PARIS OUEST LA DÉFENSE
Métropole du Grand Paris
1 place du 27 mars 2002
92000 NANTERRE

**MISE À DISPOSITION D'UN LIEU D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT
POUR LE DÉVELOPPEMENT DE JEUNES STRUCTURES INNOVANTES
À FORT POTENTIEL DE CROISSANCE DANS LE DOMAINE DE LA
SANTÉ**

Contrat passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert
en application des articles L.2124-2 et R.2124 -2 1° du code de la Commande publique

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

(RC)

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES DÉMATÉRIALISÉES :
JEUDI 26 MARS 2026 À 12H 00

CONTACT : Ibrahima COULIBALY
marches.publics@mairie-rueilmalmaison.fr
<https://marches.maximilien.fr/>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – OBJET DES CONTRATS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
2.1 Objet des contrats	3
2.2 Nature et forme des contrats	3
2.3 Variantes	4
2.4 Durée du contrat et délais d'exécution	3
2.5 Prestations similaires.....	4
2.6 Langue et unité monétaire.....	4
ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU CONTRAT	4
3.1 Modalités de financement et de paiement.....	4
3.2 Avance	4
3.3 Acompte et règlement partiel définitif	5
ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATIONS DES ENTREPRISES (DCE)	5
4.1 Composition du DCE	5
4.2 Modifications du DCE	5
ARTICLE 5 – PRÉSENTATION ET DÉLAI DE VALIDITÉ DES PLIS	5
5.1 Dossier de candidature.....	6
5.1.1 <i>Contenu</i>	7
5.1.2 <i>Motifs d'exclusions</i>	7
5.1.2 <i>Réponse sous forme groupée</i>	7
5.2 Dossier d'offre.....	7
5.3 Délai de validité des offres	8
ARTICLE 6 – REMISE DES PLIS.....	8
6.1 Date et heure limite de réception des plis	8
6.2 Réponse au format papier	8
6.3 Réponse au format dématérialisé	8
ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	9
7.1 Sélection des candidatures	9
7.2 Critères de sélection des offres.....	9
7.3 Demande de renseignements complémentaires.....	10
ARTICLE 8 – PIÈCES À FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI.....	10

ARTICLE 1 – ACHETEUR

L'acheteur est :

Établissement public territorial Paris Ouest La Défense

Métropole du Grand Paris

1 place du 27 mars 2002

92000 NANTERRE

Site internet de l'acheteur : <http://www.pold.fr>

Profil acheteur : <https://marches.maximilien.fr/entreprise>

Service support de la Commande publique

Hôtel de Ville de Rueil-Malmaison

13 boulevard du Maréchal Foch

92501 RUEIL-MALMAISON CEDEX

Tél : 01 47 32 57 02 / Fax : 01 47 32 66 08

ARTICLE 2 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet la mise à disposition d'un lieu d'accueil et d'accompagnement pour le développement de jeunes structures innovantes à fort potentiel de croissance dans le domaine de la santé et sur le territoire de l'EPT Paris Ouest La Défense (POLD).

2.2 Nature et forme du contrat

Le présent contrat est un contrat de services, passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du code de la Commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) de référence est le C.C.A.G applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (JO du 1^{er} avril 2021), modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021.

Les prestations sont réalisées dans le cadre d'un accord-cadre composite comprenant deux parties :

- Une partie conclue sous la forme d'un marché public ordinaire à prix forfaitaire et relative à la mise à disposition des lieux (socle et laboratoires de types L1). Ces prestations sont définies dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).
À titre indicatif et non contractuel, le montant de ces prestations sur la durée totale du contrat est estimé à **700 000 € HT, soit 175 000 € HT par an.**
- Une seconde partie conclue sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire et relative à mise à la disposition de laboratoires de type L2 ainsi que la mise à disposition d'espace de stockage pour les serveurs. Ces prestations sont définies dans le bordereau des prix unitaires et s'exécutent par bon de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Cette prestation ne comporte pas de montant minimum. Son montant maximum, sur sa durée totale (4 ans) est fixé à **200 000 € HT.**
À titre indicatif et non contractuel, le montant de la partie unitaire sur la durée totale du contrat est estimé à **170 000 € HT.**

L'attention du titulaire du contrat est portée sur le fait que le montant maximum susmentionné pour la partie unitaire ne correspond pas au budget alloué au contrat sur ces prestations, mais constitue une limite au-delà de laquelle le contrat prendrait fin si le montant maximum était atteint sous réserve de l'application de la clause de réexamen permettant l'augmentation de ce montant (*cf. art. 6.6 du CCAP*).

2.3 Variantes

Aucune variante n'est autorisée dans le cadre du présent contrat.

2.4 Durée du contrat et délais d'exécution

Le contrat est conclu à compter de sa date de notification, pour une durée composée :

- d'une période de préparation, courant de sa date de notification à la date d'admission de la mise à disposition des lieux (socle et laboratoires de type L1). La mise à disposition des lieux est en effet préalablement assujettie à la réalisation d'une visite des lieux entre le titulaire et l'acheteur. À l'occasion de cette dernière, l'acheteur doit contrôler et attester de l'effectivité de cette mise à disposition et du respect de l'ensemble des exigences du CCTP.
- d'une période d'exécution, d'une durée ferme de quatre (4) ans, à compter du 07 octobre 2026 ou à compter de la date d'admission de la mise à disposition des lieux, si celle-ci est postérieure.

Le contrat s'exécute selon le planning détaillé remis par le titulaire dans son offre (qui inclue la période relative aux aménagements à réaliser, la visite des lieux ainsi que leur mise à disposition définitive, etc.)

Le planning doit spécifier les dates de début et de fin prévues pour chacune de ces étapes précitées.

Le titulaire doit tenir informé l'acheteur de tout retard ou de toute modification apportée au planning initial.

Néanmoins, en cas de mesures prises par les autorités administratives compétentes (de type confinement, etc.) empêchant l'effectivité de la mise à disposition des lieux par le titulaire ou si cette mise à disposition nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur le titulaire une charge manifestement excessive, la date de mise à disposition peut être reportée à une date ultérieure d'un commun accord avec l'acheteur. En tout état de cause, il appartient au titulaire de démontrer en quoi ladite mesure impacte l'exécution du contrat.

2.5 Prestations similaires

L'acheteur se réserve le droit de recourir à un contrat de prestations similaires, dans les conditions fixées à l'article R.2122-7 du code de la Commande publique.

2.6 Langue et unité monétaire

L'ensemble des documents du contrat est rédigé en langue française.

Les offres devront obligatoirement être rédigées en français ou accompagnées d'une traduction en français.

L'unité de compte est l'euro. Les prix formulés par le soumissionnaire sont exprimés uniquement dans cette unité monétaire.

ARTICLE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU CONTRAT

3.1 Modalités de financement et de paiement

Le contrat est financé sur le budget principal de l'EPT POLD.

Le mode de règlement choisi par l'acheteur est le virement administratif.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la demande de paiement conformément à l'article R.2192-10 du code de la Commande publique.

Le dépassement de ce délai ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires équivalents au taux d'intérêt fixé par la Banque Centrale Européenne augmentés de huit (8) points et du versement d'une indemnité forfaitaire de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

3.2 Avance

L'acheteur choisit l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS.

En application des articles R.2191-3 et R.2191-5 du code de la Commande publique, une avance égale à 5% du montant (mensuel) du contrat et/ou de chaque bon de commande peut être accordé au titulaire lorsque son montant est supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. Le montant de

l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire est une PME au sens de l'article R.2151-13 du code de la Commande publique. Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la Commande publique, l'acheteur conditionne le versement du montant total de l'avance à la constitution d'une garantie à première demande.

Les modalités de calcul du remboursement de cette avance s'effectuent conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et suivants du code de la Commande publique.

3.3 Acomptes et règlement partiel définitif

L'admission des prestations relatives à chaque bon de commande et à chaque prestation forfaitaire mensuel donnera lieu à paiement partiel définitif au regard de l'article de l'article R.2191-26 du code de la Commande publique.

Le titulaire peut bénéficier du versement d'acomptes, dans les conditions décrites aux articles L. 2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la Commande publique.

ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATIONS DES ENTREPRISES (DCE)

4.1 Composition du DCE

Le dossier de consultation comprend :

- le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe « fiche de vérification »,
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et son annexe « charte relative à la protection des données personnelles »
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P),
- l'acte d'engagement (ATTRI1) à remplir par le soumissionnaire, ainsi que ses annexes :
 - la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) relative à la mise à disposition des lieux,
 - le bordereau des prix unitaires (B.P.U)/ détail quantitatif estimatif (D.Q.E) (non contractuel) relatif à la mise à disposition de laboratoires de type L2 et la mise à disposition d'espaces de stockage pour les serveurs. *Ce document comprend donc deux onglets (l'un relatif au BPU et l'autre (non contractuel) relatif au DQE).*
- le cadre de réponse technique (C.R.T), à compléter par le soumissionnaire.

4.2 Modifications du DCE

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard jusqu'au 19 mars 2026 inclus**, des renseignements complémentaires et des modifications de détail au dossier de consultation. Le soumissionnaire doit alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Afin de pouvoir respecter ce délai, il est demandé aux soumissionnaires de bien vouloir poser toute question par écrit (plate-forme de dématérialisation) **au plus tard jusqu'au 16 mars 2026 inclus**.

ARTICLE 5 – PRÉSENTATION ET DÉLAI DE VALIDITÉ DES PLIS

Le soumissionnaire remet un pli unique qui comporte :

- un dossier de candidature,
- un dossier d'offre.

ATTENTION : Les coordonnées indiquées dans les dossiers, et notamment les numéros de téléphone et les adresses mail, doivent être renseignées avec soin, et en utilisant des numéros ou adresses valides, car elles seront utilisées par l'acheteur pour correspondre avec le soumissionnaire en cas de besoin (compléments de candidature, demandes de précisions, négociation, régularisation, exécution, etc.).

Les pièces signées (ex. : ATTRI1 et déclaration de sous-traitance) sont accompagnées de tout justificatif du pouvoir du ou des signataires d'engager la société (extrait K-Bis daté de moins de trois mois,

5.1 Dossier de candidature

Conformément au code de la Commande publique le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les renseignements ou documents justificatifs listés ci-dessous, ainsi que ceux listés à l'article 8 du présent RC, dès lors que l'acheteur a la possibilité de les obtenir directement et gratuitement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel, ou d'un espace de stockage numérique. Dans ce cas, le soumissionnaire fournit l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques (adresse, modalités, etc.).

Le DC1 et le jugement de redressement judiciaire ne sont toutefois pas concernés par la disposition ci-dessus.

De plus, le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements qu'il a déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente mise en concurrence et qui demeurent valables. Il doit alors indiquer précisément les références (n° donné par l'acheteur, ou objet et date de remise des offres) de la consultation correspondante. Le soumissionnaire ne pourra se prévaloir d'un quelconque manquement de l'acheteur en cas d'insuffisance des informations transmises.

5.1.1 Contenu

Utilisation du DUME fortement conseillée

Le document unique de marché européen (DUME) est une déclaration sur l'honneur harmonisée à l'échelle européenne, permettant de candidater à un marché public. Il remplace les autres formes de candidature (DC1 et DC2).

Le service DUME est disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

OU

- DC1¹(ou document équivalent) dûment complété ;
- DC2 dûment complété, et accompagné de ses pièces jointes, ou de toute autre pièce équivalente (permettant d'évaluer ses capacités matérielles, humaines et financières) au cas où le soumissionnaire serait une société nouvellement créée :
 - o copie du jugement prononcé si le soumissionnaire est en redressement judiciaire,
 - o chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles,
 - o liste des principaux services fournis sur les 3 dernières années,
 - o outillage, matériel et équipement technique dont le soumissionnaire dispose,
 - o certificat de qualification professionnelles, ou équivalent,
 - o Acte de propriété ou de bail signé et valide,
 - o les références sur la capacité du candidat à s'intégrer dans les projets d'innovation

5.1.2 Motifs d'exclusions

Les exclusions des procédures de passation « de plein droit » prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2341-3 du code de la commande publique, s'agissant des marchés sont celles qui reposent sur la commission d'infractions ou de comportements qui ont été constatés par une personne extérieure à l'acheteur, qui n'agissait pas elle-même en tant qu'acheteur et intervenus en dehors de la procédure de passation du marché public. Il s'agit :

- o des peines prononcées par un juge pénal (Art. L. 2141-1, 1° et 3° de l'art. L. 2141-4 et 1° et 2° de l'art. L2341-3) ;
- o des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions

¹ Les formulaires DC sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>. Ils ont été remis à jour au 26/10/2016.

sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés (Art. L. 2141-2 et 2° de l'art. L. 2141-4) ;

- des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressements judiciaires constatés par le tribunal de commerce (Art. L. 2141-3) ;
- de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportées par ces derniers aux représentants de l'État (1° de l'art. L. 2141-4 et L. 2141-5).

Les exclusions des procédures de passation « à l'appréciation de l'acheteur » des articles L. 2141-7 à L. 2141-11 et L. 3123-7 à L. 3123-11 du code de la Commande publique sont celles qui reposent sur des faits qui :

- soit sont constatés par l'acheteur qui mène la procédure ou par un autre acheteur au cours d'une procédure d'attribution du marché publics (Art. L. 2141-8 à L. 2141-10) ;
- soit ont été constatés par un acheteur au cours de l'exécution d'un contrat de la commande publique (Art. L. 2141-7).

5.1.3 Réponse sous forme groupée

En cas de réponse avec un ou plusieurs co-traitants (en groupement)

Règle générale :

Conformément à l'article R.2142-21 du code de la Commande publique, il est interdit de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements,
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

L'acheteur se réserve le droit d'imposer, en cas de groupement conjoint, la solidarité du mandataire au jour de l'attribution du contrat.

Modalités de réponse

Un seul DC1, commun à tous les membres du groupement, est fourni. Ce document précise :

- en rubrique D, la nature du groupement (conjoint ou solidaire),
- en rubrique E, l'identification de l'ensemble des membres du groupement (nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie, adresse mail, SIRET), ainsi que la répartition des prestations (uniquement si le groupement est conjoint),
- en rubrique G, l'identité du mandataire.

Chaque membre du groupement fournit un DC2, accompagné des pièces jointes (cf. article 5.1.1 du RC).

En cas de réponse avec un ou plusieurs sous-traitants

Un seul DC1 est fourni. Le soumissionnaire coche la case « Le candidat se présente seul » en rubrique D, (à condition qu'il n'ait pas de co-traitants).

Le soumissionnaire, et chacun des sous-traitants qu'il propose, fournissent un DC2, accompagné des pièces jointes (cf. article 5.1.1 du RC).

5.2 Dossier d'offre

Il est rappelé que toute offre incomplète ou ne respectant pas les prescriptions du DCE est irrégulière, et pourra être rejetée sans être analysée.

L'offre comprend :

- **l'acte d'engagement** (ATTRI1) complété et daté (la signature est facultative à ce stade),
- **l'annexe 1 à l'acte d'engagement : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, complété par le soumissionnaire,
- **l'annexe 2 à l'acte d'engagement : le bordereau des prix unitaires/détail quantitatif estimatif (BPU/DQE)**, complété par le soumissionnaire,
- **le cadre de réponse technique (CRT)** complété par le soumissionnaire,
- **Planning détaillé pour la réalisation du projet** (*le planning doit être remis via une pièce annexé au présent CRT*),
- En cas de sous-traitance, **une déclaration de sous-traitance (DC4)** complétée (les signatures du soumissionnaire et de son sous-traitant sont facultatives à ce stade),
- **un RIB signé et tamponné.**

L'offre comprend, de manière générale, tous les éléments que le soumissionnaire estime de nature à appuyer sa proposition et dont l'acheteur a besoin pour l'évaluer.

5.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de six (6) mois à compter de la date limite de réception de celles-ci.

ARTICLE 6 – REMISE DES PLIS

6.1 Date et heure limite de réception des plis

La date et l'heure limites de réception des plis sont fixées à la page de garde du présent RC.

Seul sera pris en compte l'horodatage d'arrivée des plis. Le soumissionnaire est seul responsable du bon acheminement de sa réponse à l'acheteur. Les plis qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées, ainsi que les plis parvenus par voie papier seront éliminés.

Le soumissionnaire doit impérativement veiller à prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis, et notamment à intégrer le temps nécessaire à l'accomplissement de toutes les formalités (s'agissant notamment de la durée du téléchargement en fonction du débit de son accès internet et/ou de la taille des documents à transmettre, de la validité de son certificat de signature électronique, etc.). À cette fin, il est vivement conseillé aux soumissionnaires de prendre connaissance du *Guide d'utilisation – Utilisateur entreprise* mis disposition par la plateforme.

6.2 Réponse au format papier

La remise de pli au format papier n'est **pas autorisée**.

6.3 Réponse au format dématérialisé

Les plis **doivent obligatoirement** être transmis par voie électronique sur le site : <https://marches.maximilien.fr/>.

Le soumissionnaire doit s'assurer au préalable qu'il dispose des outils informatiques nécessaires pour le dépôt de son pli. À cet effet, le profil d'acheteur dispose d'une rubrique pour tester la configuration de son poste (<https://marches.maximilien.fr/?page=commun.DiagnosticPoste&callFrom=entreprise>).

Il dispose en outre d'une aide technique à l'utilisation de la plate-forme disponible sur le portail Maximilien,

rubrique "Aide" et doit se conformer aux conditions générales d'utilisation de la plateforme, disponible avec le lien suivant : <https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

Le soumissionnaire transmet ses fichiers en respectant les indications suivantes :

- **limiter la taille des plis,**
- utiliser les formats suivants : .doc, .jpg, .ods, .odt, .pdf, .rtf, .xls, .docx, .xlsx,
- éviter les fichiers ayant un format exécutable, notamment les .exe, .com et .bat, et les outils spécifiques aux produits bureautiques tels que les macros commande.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut transmettre, parallèlement à l'envoi électronique de son pli, une copie de sauvegarde, soit :

- **via la plateforme de dématérialisation** dans le même pli que son offre, mais dans un dossier différent qui portera la mention « 25158_DEV_LIEU_ACC – COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR » ;

- **sur support électronique (CD, DVD, ...)** ;

- **sur support papier.**

Pour ces deux derniers modes de transmission, la copie de sauvegarde est envoyée par lettre recommandée, avec avis de réception, ou remise en main propre contre récépissé aux horaires suivants exclusivement : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30. En cas de dépôt en mains propres, le soumissionnaire est informé que toute personne souhaitant accéder aux locaux du service de la Commande publique doit s'identifier à l'accueil de l'Hôtel de Ville et fournir une pièce d'identité, qui lui sera restituée à son départ. Le soumissionnaire doit tenir compte, pour la remise de sa copie de sauvegarde dans les délais, du temps nécessaire à l'accomplissement de ces formalités.

Elle est remise dans un pli scellé à l'adresse figurant à l'article 1 ci-dessus.

Le pli comporte le nom du soumissionnaire et la mention « 25158_DEV_LIEU_ACC – COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR ».

Quel que soit le mode de transmission de la copie de sauvegarde, cette dernière doit être adressée à l'acheteur dans les mêmes conditions de délais que l'offre dématérialisée, c'est-à-dire avant la date limite de remise des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par l'acheteur.

ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le soumissionnaire veille à ce que le pli déposé sur la plateforme de dématérialisation de l'acheteur comprenne à la fois :

- son dossier de candidature,
- ET son dossier d'offre

En cas d'offres successives remises par un soumissionnaire, **seul est ouvert le dernier pli reçu** par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Ainsi, le soumissionnaire veille à ce que, dans son dernier pli, figure bien la totalité des éléments relatifs à sa candidature et à son offre.

L'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures. Il pourra donc rejeter une offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée, sans avoir examiné la recevabilité de la candidature du soumissionnaire.

7.1 Sélection des candidatures

Au-delà des clauses d'exclusion prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la Commande publique, les candidatures remises feront l'objet d'un examen visant à vérifier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle des soumissionnaires, leurs capacités économiques, financières, techniques et

professionnelles.

L'acheteur se réserve le droit de rejeter la candidature :

- du candidat n'ayant pas la qualité pour présenter une offre,
- du candidat dont les capacités paraissent insuffisantes,
- du candidat dont le dossier de candidature est incomplet.

7.2 Critères de sélection des offres

L'acheteur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse en fonction des critères pondérés ci-dessous :

- **Critère 1 : Valeur financière (40 %)**, appréciée sur la base du montant total de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et du montant total du Détail Quantitatif Estimatif(DQE)
- **Critère 2 : Valeur technique : (60 %)**, évaluée sur la base des sous-critères définis ci-dessous et détaillés dans le CRT :
 - o **Sous-critère n°1 : Localisation et accessibilité du lieu proposé (30 %)**
 - o **Sous-critère n°2 : Qualité, configuration et aménagement des espaces proposés (20 %)**
 - o **Sous-critère n°3 : Qualité et niveau des partenariats existants ou envisagés avec les établissements de santé et pôles d'innovation comme Hôpital Foch, Institut Curie, Médecin, ou d'autres établissements équivalents (5 %)**
 - o **Sous-critère 4 : Planning détaillé pour la réalisation du projet notamment l'aménagement des locaux, la visite des lieux et la mise à disposition (5 %)**

***NB :** Le planning doit être remis via une pièce annexé au présent CRT*

7.3 Demande de renseignements complémentaires

Si l'acheteur l'estime nécessaire, en cours d'analyse des offres, il peut demander à certains ou tous les soumissionnaires des précisions sur la teneur de leur offre. Il ne s'agit en aucun cas d'une négociation permettant au soumissionnaire destinataire de la demande de modifier son offre.

Le soumissionnaire qui reçoit une telle demande est tenu de répondre dans le délai qui lui sera alors imparti, faute de quoi sa réponse ne sera pas prise en compte pour l'analyse des offres.

ARTICLE 8 – PIÈCES À FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le contrat après l'examen des offres, produit, dans un délai de 10 jours calendaires, les pièces suivantes (notamment listées aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique) :

- l'acte d'engagement (ATTR11) signé manuscritement ou électroniquement,
Rappel : une signature scannée n'est pas valide.
- une « attestation de vigilance » (Urssaf, MSA, etc.) datant de moins de six mois² ou équivalent,
- une attestation fiscale (attestation en ligne) en cours de validité,
- une assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité,

² Pour les entreprises créées postérieurement au 1^{er} janvier de l'année de lancement de la consultation, le récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises se substituera aux attestations fiscales et sociales.

- la liste nominative des salariés étrangers, précisant leur nationalité, la date d'embauche et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (le cas échéant),

Le défaut de fourniture de ces éléments dans le délai indiqué ci-dessus entraîne l'élimination du soumissionnaire pressenti.